

Vendredi 26 mai 1967,
à 10 h 45

NEW YORK

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-deuxième session

DOCUMENTS OFFICIELS

S O M M A I R E

Pages

Point 5 de l'ordre du jour:

Application de la science et de la technique
au développement:

- a) Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement 47
- b) Dispositions à prendre en vue du transfert de techniques de production aux pays en voie de développement
- Rapport du Comité économique 53

Président: M. Milan KLUSÁK
(Tchécoslovaquie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Mexique, Pakistan, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Autriche, Chine, Israël, Japon, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, Yougoslavie.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Application de la science et de la technique au développement:

- g) Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (E/4300 et Add.1)

1. M. GRESFORD (Secrétariat) présente le quatrième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (E/4300 et Add.1). A sa sixième session, le Comité consultatif est entré dans une nouvelle phase d'activité. Ses trois premiers rapports contenaient des études très générales sur le problème que pose l'application de la science et de la technique au développement. Le quatrième rapport (E/4300) rend compte brièvement, sur le plan des faits, des travaux que le Comité consultatif a accomplis de septembre 1966 à mars 1967. Le document E/4300/Add.1 traite sous une forme

concise de certaines questions qui ont été examinées récemment à la septième session du Comité. Le Comité consultatif vient de décider de présenter au Conseil de brefs rapports annuels sur ses activités et, de temps à autre, des rapports de fond spéciaux où certaines questions seront étudiées de façon exhaustive. Le premier de ces rapports techniques portera sur l'offre et la consommation de protéines comestibles et sera prêt pour la quarante-troisième session du Conseil.

2. Dans ses travaux, le Comité consultatif se maintient constamment en rapport avec les organismes des Nations Unies dont il sollicite les avis et qu'il cherche à associer à ses activités. Le Comité a tenu quelques-unes de ses sessions aux sièges d'institutions spécialisées et fait de son mieux pour renforcer la participation interorganisations, officiellement par l'intermédiaire du Sous-Comité de la science et la technique du Comité administratif de coordination (CAC) et aussi par des prises de contact officieuses. Les trois groupes régionaux au sein du Comité consultatif ont en outre tenu des réunions aux sièges des commissions économiques régionales pour favoriser une coopération étroite à propos de problèmes d'ordre régional.

3. Dès l'abord, le Comité consultatif a mis en relief, comme étant d'une importance majeure, le problème général de l'alimentation. C'est pourquoi son premier rapport technique porte sur les protéines. Le Comité attache une importance particulière à la méthode employée pour la rédaction du rapport pour assurer la coopération parmi les organismes des Nations Unies. On s'est assuré le concours d'un consultant chargé d'étudier en détail les moyens d'accroître l'offre et la consommation de protéines comestibles. Après examen par le Comité consultatif, cette étude a été soumise à un groupe spécial de trois experts consultants indépendants choisis de concert avec les institutions spécialisées directement intéressées. En outre, on a assuré au groupe spécial d'experts le concours d'experts des institutions spécialisées directement intéressées. Le rapport du groupe spécial d'experts a été examiné par le groupe de travail spécial, lequel a rédigé le rapport final^{1/} en vue de son adoption par le Comité consultatif.

4. Le quatrième rapport du Comité consultatif indiquait en outre que des études plus approfondies avaient été entreprises sur deux autres des questions choisies parmi les problèmes proposés pour une action concertée: la mise en valeur des ressources naturelles et certains aspects de l'enseignement scientifique. Le chapitre III du rapport sur la sixième session décrit les progrès accomplis dans certains domaines particulièrement importants du programme de travail actuel du Comité. Si le Comité consultatif

^{1/} Document STD/7/1 A/Rev.1.

fait souvent appel aux services d'experts consultants, son programme de travail proprement dit ne cesse de gagner en ampleur; aussi a-t-il précisé que, pour accomplir ce programme il lui faudra absolument un secrétariat plus nombreux.

5. M. VILLEGAS (Mexique) note que le Comité consultatif a décidé de présenter ses rapports sous une nouvelle forme; désormais il rédigerait des rapports techniques d'un caractère plus spécialisé dont il pense pouvoir soumettre le premier à la prochaine session du Conseil. D'après le compte rendu sur sa sixième session^{2/}, le Comité consultatif paraît présumer que cette façon de procéder devrait convenir au Conseil. Comme le Conseil se trouve devant une situation de fait, il aurait peut-être mieux valu n'examiner la question des travaux du Comité consultatif qu'à la prochaine session. Comme le premier rapport doit porter sur les protéines comestibles, il pourrait être examiné dans le cadre soit du point 9 (Accroissement de la production et de l'utilisation de protéines alimentaires), soit du point 13 (Aide alimentaire multilatérale) de l'ordre du jour provisoire de la quarante-troisième session. En conséquence, il faut bien se dire que si le rapport sur les protéines du Comité consultatif n'était pas prêt suffisamment à l'avance on sera obligé de différer ou de limiter le débat sur ces points. Il va de soi qu'un rapport sur une question aussi technique doit être communiqué aux gouvernements assez tôt pour pouvoir être examiné par les services compétents, gouvernementaux ou privés. Dans le cas contraire, bon nombre de délégations auraient du mal à se prononcer sur le rapport à la prochaine session.

6. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est frappée par l'ampleur et l'importance du programme entrepris par le Comité consultatif. A sa sixième session, le Comité a décidé de renouveler ses méthodes de travail pour pouvoir examiner plus à fond certaines questions particulièrement importantes. Les rapports sur ses travaux correspondent à cette nouvelle orientation et donnent un exemple digne d'être imité au sein des organismes des Nations Unies. La réorientation des travaux du Comité consultatif présente une importance particulière. Lors de sessions antérieures, les membres du Comité ont été affectés à certains groupes techniques n'ayant pas à proprement parler de mandat continu. A sa sixième session, les groupes techniques ont été dissous et le Comité a décidé de constituer, pour chaque question exigeant une étude particulière, un groupe de travail spécial chargé de collaborer avec le secrétariat et des consultants. Plus souple, cette façon de procéder permettra aussi aux membres particulièrement intéressés par une question d'être désignés pour l'étudier; ainsi, on améliorerait la coopération et l'orientation pour le profit du secrétariat. La délégation des Etats-Unis approuve pleinement la nouvelle orientation donnée aux travaux du Comité consultatif.

7. Il y a un écueil que le Conseil doit chercher à éviter. Peut-être est-ce une tendance inévitable que de solliciter les avis et l'assistance du Comité consultatif sur n'importe quelle question, ou presque;

cependant, si l'on n'y prend garde, on risque ainsi de nuire au travail même du Comité. C'est pourquoi M. Goldschmidt demande au Conseil de réserver ses demandes d'éclaircissements aux questions d'intérêt majeur. A coup sûr, le Conseil devrait solliciter l'avis du Comité consultatif dans des domaines d'activité aussi importants que le programme d'études de cinq ans sur la mise en valeur des ressources naturelles; en revanche, le Conseil devrait s'abstenir de renvoyer systématiquement au Comité des points figurant à son propre ordre du jour.

8. Le programme de travail futur sur les ressources humaines et naturelles du Comité consultatif est impressionnant. A sa prochaine session, le Comité se penchera sur l'enseignement scientifique et sur le rapport concernant la mise en valeur des ressources naturelles. En outre, il envisage d'examiner le projet de rapport sur la pollution que prépare l'Organisation mondiale de la santé ainsi qu'un rapport commun UNESCO/FAO sur la conservation et l'amélioration des milieux naturels.

9. La délégation des Etats-Unis a appuyé la demande que, dans sa résolution 1155 (XLI), le Conseil adresse à toutes les parties intéressées au sein des organismes des Nations Unies pour qu'elles précisent par écrit dans quelle mesure leurs activités actuelles ou prévues contribueraient à la réalisation des buts assignés au Plan d'action mondial proposé. L'examen et l'évaluation de ces déclarations, auxquels le Comité consultatif procédera en 1968, donneront une idée plus nette de ce qui se fait dans les organismes des Nations Unies et facilitera une meilleure coordination de travaux parallèles ainsi que la mise en train d'activités nouvelles dans les domaines où il y a de grosses lacunes à combler. Les activités futures doivent dépendre des résultats de l'examen qui est actuellement en cours. Le représentant des Etats-Unis approuve les buts du Comité consultatif et les moyens qu'il a choisis pour y parvenir.

10. M. ONKELINX (Belgique) dit que les grands espoirs que le Conseil avait placés dans le Comité consultatif ont été jusqu'ici pleinement justifiés. Ses premières propositions d'ensemble ont peut-être été trop ambitieuses, mais il y a lieu de féliciter le Comité de sa décision de s'attacher plus particulièrement à l'étude de huit questions précises et de les étudier à fond. Le représentant de la Belgique approuve entièrement la nouvelle méthode de présentation des rapports du Comité qu'il félicite d'avoir terminé le premier des rapports détaillés qui seront consacrés à des questions précises. M. Onkelinx accueille avec satisfaction l'aide que le Comité consultatif accorde au Plan indicatif mondial de la FAO. La science et la technique peuvent jouer un grand rôle pour accroître la productivité des industries agricoles et alimentaires et favoriser le progrès général des pays en voie de développement. Le renforcement toujours croissant des liens de coordination établis entre le Comité consultatif et des institutions des Nations Unies devrait faciliter le travail du Comité, le rendre plus efficace et contribuer à créer une unanimité de vues au sein de cet ensemble d'institutions.

11. M. Onkelinx estime également qu'il serait bon que le Comité consultatif ne tienne qu'une session

^{2/} Document E/AC.52/L.27.

plénière par an et organise davantage de réunions de groupes régionaux et techniques. Etant donné que le programme de travail du Comité consultatif est déjà au point, le Conseil devrait se contenter, à la présente session, de prendre acte du rapport du Comité.

12. M. VARELA (Panama) accueille avec satisfaction la nouvelle méthode de présentation des rapports adoptée par le Comité consultatif. Ce nouveau système devrait permettre aux membres du Conseil, que l'on peut considérer comme des experts dans les questions de portée générale, de mieux comprendre les travaux du Comité consultatif grâce aux connaissances techniques de ce dernier, et de permettre ainsi aux gouvernements d'orienter au mieux leurs activités politiques dans des domaines techniques particuliers pour favoriser au maximum le développement.

13. M. Varela est heureux que le Comité consultatif se propose de publier en 1968 un rapport spécial sur le Plan d'action mondial envisagé. Il espère que ce plan s'attachera particulièrement au problème important du transfert des connaissances techniques vers les pays en voie de développement et mettra au point des méthodes réalistes qui permettront de transformer ses objectifs en un programme d'action pratique et ininterrompu qui contribuera à rendre plus efficace la coopération multilatérale et bilatérale. Le représentant du Panama se félicite également des efforts que le Comité consultatif déploie pour renforcer sa coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, et espère qu'il s'attachera à mettre au point des techniques particulières propres à favoriser cette coordination.

14. Selon M. ATTIGA (Libye), le fait que le Comité consultatif n'en est qu'au début de ses activités permet au Conseil de chercher à éliminer le double emploi avec les travaux de certains autres organismes et à tirer profit au maximum des talents de ses experts. Si ses travaux sont bien organisés, le Comité consultatif pourra beaucoup aider le Conseil en lui donnant ses avis sur les aspects techniques des enquêtes à faire dans des domaines comme, par exemple, les ressources naturelles, les transports et le dessalement de l'eau. Le personnel technique du Secrétariat n'aura peut-être pas besoin de ces avis, mais ils seraient très utiles au Conseil. M. Attiga partage l'avis du représentant des Etats-Unis selon lequel le Comité consultatif ne devrait pas être surchargé de demandes de conseils. Néanmoins, le Comité ne devrait pas mettre au point un programme de travail entièrement indépendant et sans rapport avec les autres travaux des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique; ses priorités devraient être les mêmes que celles qui ont été définies par d'autres organismes des Nations Unies. Le programme de travail du Comité consultatif devrait entrer dans le cadre du programme général de travail que le Secrétariat et les institutions spécialisées appliquent dans ce domaine.

15. En ce qui concerne le programme de travail actuel du Comité consultatif, le représentant de la Libye demande au Secrétariat si les rapports dont il est question au paragraphe 27 du document E/4300 doivent être rédigés par des consultants indépendants et si, pour leur préparation, les consultants ont

l'intention de profiter de l'expérience de l'UNESCO qui, depuis sa création, a étudié tous les aspects de l'enseignement.

16. La délégation libyenne accueillera avec satisfaction le rapport proposé sur la production et la consommation de protéines comestibles, qui constitue un domaine où la technique moderne permet d'accomplir des progrès considérables. En ce qui concerne la proposition du représentant de la Belgique, M. Attiga estime que le Conseil devrait prendre note avec intérêt du rapport du Comité consultatif, accueillir avec satisfaction l'importance particulière accordée par le Comité à la nécessité d'établir une coordination étroite, et recommander que les priorités définies par le Comité dans son programme de travail ne s'écartent pas des priorités correspondantes adoptées par d'autres organismes des Nations Unies.

17. M. BILLNER (Suède) est également d'avis que le Comité consultatif devrait s'attacher à un petit nombre de sujets d'étude. La création des groupes spéciaux d'experts permettra non seulement d'utiliser au mieux la somme de connaissances hétérogènes de l'ensemble des membres du Comité, mais se révélera en outre très utile lors du renouvellement ou de l'élargissement du Comité. Le problème de la coordination avec les autres institutions et avec les organes du Secrétariat n'est pas une question qui relève du domaine particulier du Comité consultatif, mais il estime qu'étant donné que le Comité est formé non pas de représentants de gouvernements mais d'experts dont on ne peut pas attendre une parfaite connaissance de l'organisation et de l'administration des Nations Unies, il faudrait qu'ils soient guidés par le secrétariat du Comité qui devrait être renforcé en conséquence, comme le propose le paragraphe 9 du rapport.

18. M. HUDA (Pakistan) accueille avec satisfaction la décision du Comité consultatif de soumettre au Conseil un bref rapport annuel contenant un exposé de ses travaux limité aux faits et, de temps à autre, des rapports spéciaux complets sur des sujets particuliers qui relèvent de sa compétence. Il se réjouit également de la décision du Comité d'entreprendre des études spéciales sur des sujets aussi variés que la production et la consommation de protéines comestibles, le développement des ressources naturelles et certains aspects de l'enseignement des sciences, qui sont toutes des questions également importantes. La délégation pakistanaise attend avec intérêt le rapport du Comité sur la production et la consommation de protéines comestibles et ses études sur l'enseignement des sciences.

19. La recommandation formulée au paragraphe 9 du rapport du Comité consultatif sur sa sixième session et visant à "renforcer encore" le secrétariat mérite d'être étudiée avec attention. Il serait peut-être possible de réaliser cet objectif en limitant les dépenses dans d'autres domaines. Il faudrait peut-être, par exemple, que le Comité consultatif revise sa pratique consistant à changer le lieu de ses réunions ordinaires.

20. Sa délégation appuie la recommandation formulée au paragraphe 21 du même rapport du Comité

consultatif selon laquelle les gouvernements devraient étudier rapidement la proposition de la FAO visant à accomplir un effort sur le plan international pour accroître la production agricole dans les pays en voie de développement.

21. M. SYKORA (Tchécoslovaquie) est heureux que, d'après son rapport (E/4300 et Add.1), le Comité consultatif ne cherche plus à traiter toute la question de la science et de la technique dans ses rapports qui, complets et détaillés, manquaient cependant de clarté.

22. Parmi les problèmes importants dont a discuté le Comité consultatif, il en est un — la dangereuse carence des produits alimentaires en protéines à haute valeur biologique — qui était en voie d'être résolu à la dernière session du Comité consultatif. A cet égard, M. Sýkora signale que les experts tchécoslovaques de l'Institut de microbiologie de l'Académie des sciences de Tchécoslovaquie ont mis au point une méthode de production de protéines à partir du pétrole.

23. En ce qui concerne le futur programme de travail du Comité consultatif, sa délégation attache une grande importance aux méthodes d'enseignement que l'on pourrait employer dans les écoles élémentaires du monde entier pour susciter l'intérêt actif des générations futures pour la science et la technique. Sa délégation est également très intéressée par la campagne contre la pollution du sol, de l'eau et de l'air par les émanations de gaz et les résidus chimiques et radio-actifs qui sont nuisibles, et même dangereux, pour toutes les formes de vie animale et végétale.

24. En conclusion, la délégation tchécoslovaque n'a pas d'objections à faire au rapport du Comité consultatif.

M. Varela (Panama), vice-président, prend la présidence.

25. M. CHADHA (Inde) note avec satisfaction la nouvelle méthode de travail et de présentation des rapports que le Comité consultatif a adoptée. Maintenant qu'il a acquis une grande expérience pour la préparation d'études générales, sa décision de concentrer son attention aux fins d'un examen détaillé, sur quelques questions importantes, est très méritoire. Le représentant de l'Inde est sûr que les petites délégations seront particulièrement satisfaites de constater que le rapport sur la sixième session du Comité se limite à neuf pages.

26. Le programme de travail du Comité est bien choisi, et la délégation indienne attend avec intérêt les résultats de l'examen détaillé qu'il fera de questions aussi importantes que les ressources naturelles et la production et la consommation de protéines comestibles. Elle attache une importance particulière au Plan d'action mondial qui est envisagé et se félicite des progrès accomplis à cet égard.

27. Le représentant de l'Inde note avec satisfaction l'importance que le Comité consultatif attache à l'exécution de ses recommandations passées et aux décisions que le Conseil a prises à leur sujet, et attend avec impatience que cette question fasse l'objet d'un examen détaillé. M. Chadha comprend

parfaitement les difficultés qu'il y a à suivre de près la mise en œuvre des recommandations relatives à l'action des gouvernements et des organisations non gouvernementales, mais il ne pense pas que cet examen soit en dehors du domaine de compétence du Conseil et il espère que le Comité consultatif trouvera un moyen de surmonter ces difficultés avec la coopération des gouvernements et des organisations intéressées.

28. La délégation indienne est heureuse de constater que la coopération du Comité consultatif avec d'autres organismes des Nations Unies a pu être resserrée à la fois grâce au dispositif du CAC et de son sous-comité de la science et de la technique et grâce à des contacts plus personnels qui ont été rendus possibles du fait que les sessions du Comité se sont tenues de temps à autre au siège des institutions spécialisées. Ces contacts officiels sont particulièrement utiles, car ils permettent de mieux comprendre les programmes de travail des divers organismes intéressés, ce qui est la première étape, et peut-être la plus importante, sur la voie d'une meilleure coordination.

29. Enfin, la délégation indienne pense, comme l'a suggéré le représentant de la Belgique, que la meilleure façon de conclure l'examen de cette question par le Conseil serait de prendre note, avec satisfaction, du rapport du Comité consultatif.

30. M. VIAUD (France) fait observer qu'avec son troisième rapport^{3/} le Comité consultatif a clos, pour le moment, la série de ses études générales, dont la qualité — en dépit de certaines erreurs — lui a valu de justes éloges. Le quatrième rapport (E/4300 et Add.1), qui constitue une introduction aux mémoires détaillés que le Comité consacrera aux problèmes prioritaires, doit être étudié conjointement avec le compte rendu de la sixième session et avec les renseignements supplémentaires concernant sa septième session (E/4300/Add.1).

31. Etant donné que le Comité consultatif examinera probablement à sa prochaine session le Plan d'action mondial, ou du moins les méthodes à suivre pour cet examen, le représentant de la France fait observer qu'une coordination étroite des activités des institutions des Nations Unies, dans le domaine scientifique et technique, est l'une des conditions du succès de ce plan. Cette coordination dépend dans une large mesure d'une connaissance exacte des dépenses de ces institutions pour la science et pour la technique ou, en d'autres termes, des progrès que le Comité aura faits dans l'étude du problème de l'évaluation de ces dépenses, que le Conseil l'a prié d'entreprendre dans sa résolution 1155 (XLI). Le représentant de la France félicite le secrétariat du Comité de l'excellent document dans lequel il décrit les diverses étapes de cette étude^{4/}. La France qui a réorganisé récemment, aux fins d'une meilleure coordination et d'un rendement accru, l'administration et la gestion financière de son programme scientifique et technique, fera volontiers bénéficier de son expérience le groupe spécial d'experts du Comité consultatif. Il est bien

^{3/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément No 12.

^{4/} Document STD/7/11.

évident, toutefois, que cette étude n'a de sens que si elle contribue à une meilleure préparation du Plan d'action mondial en permettant de recueillir des renseignements sur le coût réel et sur les résultats des activités des gouvernements et des institutions internationales ainsi que sur les possibilités et les effets prévisibles d'une meilleure coordination de cette action. Le représentant de la France a lu avec quelque inquiétude, dans le rapport sur la septième session du Comité, que l'étude du problème de l'évaluation des dépenses serait sans effet décisif sur les données du Plan d'action mondial. A son avis, il vaudrait mieux envisager un léger retard dans la mise en forme définitive du Plan que courir le risque de l'établir sur des données fausses ou insuffisantes. D'ailleurs, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) apportera plus volontiers son concours au plan s'il a le sentiment qu'il a été préparé avec tous les soins nécessaires. Les bons résultats obtenus jusqu'à présent ne doivent pas être compromis par une action hâtive.

32. Si l'on se réfère à sa bibliographie, le rapport préliminaire sur la production et la consommation de protéines comestibles, qui constitue certes un document solide, semble se fonder surtout sur des publications anglo-saxonnes et il pourrait utilement prendre en considération d'autres opinions. A cet égard, le Conseil devrait prendre note de la déclaration faite par le prince Bernhard des Pays-Bas lors du récent Congrès de la Chambre de commerce internationale, qui s'est tenu à Montréal.

33. Le représentant de la France se demande si l'étude générale sur la mise en valeur des ressources naturelles, qui ne doit pas dépasser une centaine de pages, n'est pas plus ambitieuse que réellement judicieuse; même un gros volume suffirait à peine pour une question aussi vaste. Il espère que le secrétariat informera le Conseil, à sa quarante-troisième session, de l'état d'avancement de cette étude, dont la conception même serait peut-être à revoir.

34. Etant donné que le programme d'études sur les ressources naturelles n'a pas encore reçu sa forme définitive, le Comité consultatif, qui s'occupe de ses aspects financiers et techniques, devrait continuer à suivre de près les progrès de ce programme.

35. La délégation française a appris avec satisfaction que le Comité consultatif a l'intention d'étudier la question de l'enseignement des sciences. Si le représentant de la France se félicite de voir que la docimologie est l'un des sujets d'étude retenus, il regrette que le Comité se désintéresse des programmes de l'enseignement secondaire. Il souscrit à la suggestion faite lors de la septième session du Comité consultatif en ce qui concerne les tables rondes sur l'enseignement des sciences, qui seront organisées en novembre 1967 au siège de l'UNESCO.

36. Le représentant de la France est heureux d'apprendre que l'ouvrage de vulgarisation sur l'application de la science et de la technique au développement va paraître très prochainement; il est bon que l'opinion publique mondiale soit informée de l'ampleur et de la portée de la tâche du Comité consultatif et des résultats déjà considérables, mais insuffisamment connus, qu'il a obtenus.

37. En conclusion, M. Viaud tient à attirer l'attention du Conseil sur la grave insuffisance des ressources et des effectifs dont dispose le Comité consultatif. Les demandes pressantes et réitérées que le Conseil a présentées à ce sujet ont toujours rencontré un écho favorable auprès du Secrétaire général, sans cependant aboutir à des mesures réellement satisfaisantes. De légères économies réalisées dans d'autres chapitres du budget pourraient certainement aider le Comité dans l'exécution de son lourd programme de travail, qui est capital pour l'avenir des pays en voie de développement.

38. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement fait un travail constructif en examinant les problèmes les plus importants qui se posent dans ce domaine et en présentant des recommandations au Conseil économique et social à l'Assemblée générale.

39. L'approvisionnement satisfaisant de la population du monde en protéines comestibles constitue, de toute évidence, un problème important aussi bien pour l'Organisation des Nations Unies que pour les gouvernements des Etats Membres. La proposition tendant à utiliser pour l'alimentation de l'homme des protéines unicellulaires obtenues à partir de sources non traditionnelles est quelque peu prématurée. Ce type de protéines ne devrait même pas être utilisé sur une vaste échelle pour l'alimentation des animaux tant que des recherches poussées n'auront pas été entreprises en ce qui concerne sa valeur du point de vue biologique et les conséquences néfastes que pourrait avoir son utilisation comme aliment. C'est seulement après que l'on aura établi que ces protéines artificielles peuvent être employées sans danger pour l'alimentation des animaux qu'il faudra les utiliser pour l'alimentation humaine. Il faudrait donc s'efforcer surtout d'intensifier l'agriculture, et notamment augmenter la production de denrées alimentaires comme la viande et les produits laitiers, en développant, à l'échelon mondial, l'élevage et l'aviculture et en intensifiant l'utilisation des produits à base de poisson et des autres ressources de la mer. La question des pertes en protéines comestibles lors de l'entreposage est particulièrement importante. Le problème de la mise au point de protéines comestibles doit être résolu à l'échelon national, surtout grâce à l'utilisation de ressources locales et à l'expansion de l'industrie alimentaire dans les pays en voie de développement, industrie qui contribuera beaucoup à la croissance économique de ces pays. Les questions de financement doivent être étudiées plus avant, et il importe de tenir compte de toutes les ressources disponibles. Ce problème doit être résolu, lui aussi, surtout à l'échelon national, avec l'aide, le cas échéant, de contributions volontaires et avec la participation active des institutions spécialisées, notamment de la FAO, de l'UNESCO et du PNUD.

40. Se référant à la question de la coordination dans l'étude de l'enseignement des sciences, la délégation de l'URSS approuve les travaux entrepris par l'UNESCO dans les domaines ci-après: amélioration du système d'éducation, campagne contre l'analphabétisme chez les adultes et les adolescents, amé-

l'ioration de l'instruction dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur — compte tenu tout particulièrement de l'enseignement de la physique et des mathématiques — formation de personnel technique, création d'écoles normales dans les pays en voie de développement, etc.

41. La délégation de l'URSS souscrit aux activités régionales des groupes régionaux du Comité consultatif. Les organes directeurs de l'ONU ont souligné à maintes reprises qu'il importe d'aborder, dans une optique régionale, le problème de la diffusion de la science et de la technique, en tenant compte des caractéristiques des diverses régions et des divers pays en voie de développement. Cette politique régionale est également utile pour donner la publicité voulue aux recommandations du Conseil économique et social, fondées sur les recommandations du Comité consultatif, qui permettront d'accorder une attention plus grande aux caractéristiques des pays en voie de développement. Il importe d'élargir encore plus les activités régionales du Comité consultatif.

42. Toute expansion des activités de l'ONU dans le domaine de la science et de la technique, comme dans les autres domaines, doit être entreprise sur la base des ressources existantes, aussi bien en personnel que sur le plan financier. Le représentant de l'URSS souscrit à la déclaration du représentant du Pakistan en ce qui concerne la possibilité de réduire les dépenses.

43. La délégation de l'URSS appuie la proposition tendant à ce que le Conseil se borne à prendre note avec satisfaction du rapport du Comité consultatif.

44. M. TAYLOR (Royaume-Uni) approuve les observations que le représentant du Mexique a faites au sujet d'un examen simultané à la quarante-troisième session du Conseil des points 9 et 13 de l'ordre du jour, qui sont liés, et il souhaite lui aussi que la documentation soit prête suffisamment tôt pour que les membres du Conseil puissent l'étudier à temps. M. Taylor souhaite que le rapport sur les protéines comestibles soit prêt au moins six semaines avant l'ouverture de la quarante-troisième session.

45. Le représentant du Royaume-Uni pense, comme celui de la Libye, que les priorités établies par le Comité consultatif dans son travail doivent être liées à celles de l'ensemble du Secrétariat, et il est satisfait que l'on s'efforce d'y parvenir par l'intermédiaire du CAC. M. Taylor comprend également l'appel lancé par ce représentant au sujet de la nécessité d'une coordination dans l'étude de l'enseignement scientifique. Il est significatif que le représentant d'un petit pays en voie de développement ait insisté sur ce point; il y a lieu de souhaiter que le Comité consultatif en tienne compte et que le Secrétaire général veille à ce qu'il n'y ait pas de double emploi.

46. La délégation du Royaume-Uni a toujours donné son appui aux travaux du Comité consultatif, car elle est convaincue qu'il s'en dégagera des idées utiles sur les problèmes de développement. M. Taylor se félicite que le Comité ait modifié ses méthodes de travail comme il l'indique dans son rapport. Les protéines comestibles ont une grande importance à un moment où la famine menace davantage le monde, et la question mérite la plus haute priorité. En ce

qui concerne les ressources naturelles, il est heureux que l'étude entreprise ait un caractère continu, tout comme le rôle du Comité consultatif, dont le Secrétaire général doit pouvoir solliciter les avis lorsqu'il le juge nécessaire. M. Taylor espère qu'à la quarante-troisième session le Secrétaire général sera en mesure d'informer le Conseil des vues les plus récentes du Comité consultatif sur ce point, qui intéresse toute l'Organisation.

47. La contribution principale du Comité consultatif au développement tient au fait qu'il est un organe composé d'experts indépendants, et c'est ce qu'il doit continuer à être. Le représentant du Royaume-Uni a noté avec satisfaction qu'à la septième session du Comité consultatif on a largement appliqué la pratique qui consiste à ne faire venir aux séances que des experts hautement qualifiés. En revanche, il tient à se montrer prudent en ce qui concerne le programme de travail futur du Comité consultatif. D'une part, il est à craindre, comme le représentant des Etats-Unis l'a fait observer, que les avis du Comité consultatif soient sollicités d'une manière excessive, mais d'autre part, le Comité a lui-même déclaré qu'il souhaite voir les institutions spécialisées et les organes des Nations Unies le consulter plus fréquemment sur des questions scientifiques déterminées pour lesquelles ils auront besoin d'avis. Il y a lieu d'espérer qu'ils s'adresseront au Comité consultatif sans hésitation lorsque tel sera le cas, bien qu'il faille veiller à ce que ce dernier ne soit pas surchargé.

48. Le paragraphe 21, alinéa 4 du rapport du Comité consultatif contient une référence à la proposition du Directeur général de la FAO tendant à accroître la productivité de l'agriculture; M. Taylor présume qu'il s'agit du Programme d'aide matérielle à la production alimentaire. Le Comité consultatif a déjà appuyé cette proposition, mais le représentant du Royaume-Uni tient à rappeler aux membres du Conseil que son gouvernement, entre autres, a formulé des réserves à ce sujet, et que lui-même ne pourra pas approuver les observations du Comité consultatif tant que le groupe spécial n'aura pas achevé l'examen de la question.

49. M. Taylor approuve les remarques que le représentant de l'URSS a faites au sujet des activités régionales du Comité consultatif. Il se félicite que le Comité s'efforce de connaître les vues et les besoins des commissions économiques régionales, et juge encourageant que ces dernières semblent attacher une plus grande importance aux recommandations et aux avis du Comité consultatif que dans le passé. La Commission économique pour l'Afrique, par exemple, a distribué, sur la recommandation du Comité consultatif, un questionnaire consacré à une enquête sur les institutions scientifiques existantes.

50. Le représentant du Royaume-Uni note avec satisfaction la collaboration étroite du Comité consultatif avec l'ensemble du système des Nations Unies et fait siennes les observations que le représentant de l'Inde a formulées à ce sujet. Il espère que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) consultera le Comité consultatif sur des questions précises du développement industriel, et que le Comité consultatif examinera attentivement les

rapports du Conseil du développement industriel pour voir s'il peut fournir une assistance quelconque.

51. En ce qui concerne la rédaction d'un ouvrage de vulgarisation, M. Taylor propose que l'examen de la question soit poursuivi à la quarante-troisième session, au moment où le Comité de coordination du Conseil se penchera sur le rapport de l'UNESCO.

M. Klusák (Tchécoslovaquie) reprend la présidence.

52. M. GRESFORD (Secrétariat) mesure toute l'importance de la parution en temps utile de tous les documents. Le rapport sur les protéines comestibles est un document très complet et très long, mais M. Gresford espère néanmoins qu'il sera prêt le 31 mai dans le texte anglais, et une semaine ou 10 jours plus tard dans les autres langues.

53. M. Gresford, répondant au représentant de la Belgique, affirme que le Comité consultatif a envisagé de tenir une seule session plénière par an, afin que l'on dispose davantage de temps pour organiser des réunions régionales plus nombreuses; mais il a été difficile de prendre des dispositions en ce sens, étant donné le nombre des problèmes que le Comité examine actuellement. La question restera à l'étude. On a conclu jusqu'à présent que deux sessions de deux semaines chacune étaient nécessaires chaque année.

54. Se référant aux observations que le représentant de la Libye a faites au sujet de la coordination en matière d'enseignement scientifique, M. Gresford souligne qu'une des principales fonctions du Comité consultatif consiste à assurer une coordination adéquate des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique; il n'est pas exact de dire que le programme du Comité consultatif concurrence ceux des institutions spécialisées. La coordination est assurée par l'intermédiaire du Sous-Comité de la science et de la technique du CAC. Entre les sessions, des rapports suivis sont maintenus entre les secrétariats. Le programme du Comité consultatif en matière d'enseignement scientifique est établi en étroite collaboration avec l'UNESCO, et la sélection de consultants pour la rédaction des rapports s'effectue de la même manière. Il faut insister sur le fait que le Comité consultatif est en faveur d'un renforcement et d'une meilleure coordination des programmes de l'UNESCO et d'autres organismes des Nations Unies intéressés.

55. M. Gresford assure le représentant de la France que l'expérience acquise par son pays dans l'évaluation des dépenses consacrées à la science et la technique sera prise en considération par le Comité consultatif, de même que l'expérience acquise par d'autres pays dans ce domaine. Le Comité consultatif craint lui aussi qu'il ne soit pas possible de limiter à 100 pages le rapport sur les ressources naturelles.

56. M. Gresford assure également le représentant du Royaume-Uni que le Comité consultatif est tout à fait conscient de la nécessité d'assurer la liaison avec l'ONUDI, et il est certain que cette dernière organisation sera d'accord. A la septième session du Comité consultatif, le Directeur exécutif et d'autres

fonctionnaires de l'ONUDI ont étudié avec le Comité consultatif des problèmes d'intérêt commun, et il a été proposé que cette étude soit poursuivie en 1968, au moment où le Comité consultatif se réunira au siège de l'ONUDI.

57. Le PRESIDENT rappelle qu'il a été proposé que, dans sa résolution, le Conseil se contente de prendre note avec satisfaction du rapport du Comité consultatif et que l'accord semble s'être fait sur cette proposition. Il demande au représentant de la Libye s'il lui suffirait que l'on mentionne, suivant ses suggestions, dans le compte rendu analytique, la nécessité d'une coopération plus étroite et d'un ordre de priorité.

58. M. ATTIGA (Libye) exprime son accord. Il importe avant tout que le Conseil approuve la formule envisagée par le Comité consultatif pour assurer une coordination plus étroite, formule sur laquelle on a déjà appelé l'attention. Le représentant de la Libye estime qu'il est difficile de déterminer le rôle exact du Comité consultatif dans le cadre des organismes rattachés à l'ONU, mais les grandes questions qui se posent pourront être examinées à Genève au moment où l'on se penchera sur le problème de la coordination.

59. Le PRESIDENT donne lecture du projet de résolution ci-après, afin que le Conseil puisse se prononcer sur ce texte:

"Le Conseil économique et social

"Prend acte avec satisfaction du quatrième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement."

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

b) Dispositions à prendre en vue du transfert de techniques de production aux pays en voie de développement (E/4319)

RAPPORT DU COMITE ECONOMIQUE (E/4377)

60. M. ATTIGA (Libye) fait observer qu'au paragraphe 4 du rapport du Comité économique (E/4377), il est dit que plusieurs délégations se sont félicitées de l'action entreprise par les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle. Il suggère que cette référence soit omise ou qu'il soit fait état également d'autres vues exprimées à ce sujet.

61. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique), M. CHADHA (Inde) et M. GROS (France) sont du même avis, mais soulignent que le Conseil ne peut pas modifier le rapport d'un organe subsidiaire. Il examine actuellement le projet de résolution que le Comité économique lui a recommandé d'adopter. Les diverses opinions exprimées pourront être mentionnées dans le rapport que le Conseil consacrera lui-même à la question.

62. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution figurant au paragraphe 5 du rapport du Comité économique (E/4377).

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

La séance est levée à 13 h 5.